

Chronique

La concentration dans la presse est-elle finie?

PAGE 14



Dexia
Le groupe vend Sofaxis, mais cale sur la cession de DAM.

PAGE 19

Banques

Banque du Vatican: un prélat du Saint-Siège dans le viseur de la justice. PAGE 19

samedi 29 juin 2013

L'ECHO

Entreprises



© WIM KEMPENAEERS

«Le solaire est en train de se réinventer»

Bart Van den Branden, CEO d'Eoluz, PME spécialisée dans les installations photovoltaïques, reste optimiste malgré la tourmente que traverse le secteur. «Nous entamons une nouvelle page de l'histoire du solaire, avec des fondements beaucoup plus solides que lorsque les soutiens en faisaient un placement lucratif.»

Bart Van den Branden: «Le marché du photovoltaïque devient beaucoup plus sain»

«Le temps où le solaire n'était vu que comme un investissement financier lucratif est terminé.»

Bart Van den Branden, Eoluz



INTERVIEW CHRISTINE SCHARFF

Les nuages s'amoncellent pour les entreprises actives dans le secteur solaire, et Eoluz, une petite entreprise active dans l'installation de systèmes photovoltaïques industriels, qui a installé sur les toits de l'usine Audi, à Forest, 37.000 m² de panneaux solaires, soit la plus grande installation de la Région bruxelloise, n'échappe pas au gros temps. Son chiffre d'affaires est en net recul. Bart Van den Branden, patron et co-fondateur d'Eoluz, se veut pourtant serein, estimant que le marché devient aujourd'hui beaucoup plus sain et plus solide. Il voit aussi de la place pour des formules innovantes, comme équiper les toits de la STIB de panneaux en donnant à tous les Bruxellois la chance d'y investir.

Quel est le pouls du marché, aujourd'hui? En Flandre, où les mécanismes de soutien ont été fortement réduits, les projets industriels dans le photovoltaïque sont aujourd'hui quasiment à l'arrêt, et il n'y a plus que pour 5 MW de projets particuliers, au lieu de 200 MW l'an passé. Le marché belge restait jusqu'ici tiré par les installations des particuliers en Région wallonne, mais là aussi, la donne a changé. Reste la niche du marché bruxellois, surtout pour les installations industrielles, mais au mois d'août, les règles de soutien vont également être modifiées: il faudra donc s'adapter.

Comment fait une société comme la vôtre pour survivre dans ces conditions?

Nous sommes en train d'examiner la possibilité de réaliser des projets à l'étranger, notamment en Tanzanie, au Luxembourg ou en Roumanie. Nous avons en outre deux autres activités: les services de maintenance des installations photovoltaïques, qui représentent un marché de 15 millions d'euros par an

en Belgique, et le conseil lié au développement d'une énergie décentralisée, comme les réseaux intelligents.

Pensez-vous vraiment que le photovoltaïque a encore un avenir?

Oui! Le régime de soutien au photovoltaïque reste, globalement, assez stable en Belgique. Et nous sommes convaincus que le photovoltaïque, qu'il soit industriel ou résidentiel, a un futur très important, y compris en Belgique, même si l'ensoleillement y est deux fois moindre que dans les pays du sud. Que ce soit en Belgique, en Allemagne ou aux Pays-Bas, l'énergie solaire jouera un rôle très important dans le mix énergétique qu'on va développer dans les 30 ou 40 années qui viennent. C'est une technologie très stable et bon marché, malgré les nombreuses critiques disant qu'on a donné trop de subsides. Ces soutiens ont permis de développer le marché, et de faire chuter les prix. En cinq ans, le prix des installations photovoltaïques a été réduit de 75%. C'était nécessaire pour développer le secteur, même si cela n'a sans doute pas été fait de manière optimale.

On a offert des rendements financiers beaucoup trop élevés?

C'est tout le problème des subventions. Il faut mettre en place des incitants très forts et offrir des rendements élevés pour pousser les gens à faire un investissement dont ils n'ont pas besoin, puisque l'électricité arrive chez eux. En outre, c'est un produit dans lequel ils n'ont pas l'habitude d'investir. Le phénomène est identique, dans une moindre mesure, avec les industriels, dont l'électricité n'est pas le «core business». Les politiques ont donc choisi de défendre le développement des énergies renouvelables, qui a été plus rapide que prévu, avec un impact important pour les budgets publics, ce qu'on n'a compris qu'avec retard.

Aujourd'hui, on passe à l'étape suivante.

CV EXPRESS

BART
VAN DEN BRANDEN

Né en 1975 à Anvers.

Ingénieur civil en construction de la KUL et diplômé en économie d'entreprise.

De 2000 à 2002, il travaille pour la société de logiciels **Beyers & Partners** (actuellement Sungard) en tant que développeur de logiciels et consultant pour la mise en place d'un système de gestion de la trésorerie et du risque.

Il plonge ensuite dans le secteur de l'énergie en entrant chez **Electrabel**, à la salle de marché, comme analyste business et responsable de projet.

En août 2007, il fonde, avec Jan Brouckaert, **Eoluz**, avec pour objectif de lancer une activité d'installation de systèmes photovoltaïques industriels et éoliens. Il est administrateur délégué de l'entreprise.

Après le boom du photovoltaïque en 2011 en Flandre, les subsides ont fortement baissé. Bruxelles, qui est au pic, va diminuer ses subsides de 40% à partir du 2 août. La Wallonie a également revu son système à la baisse. Mais aujourd'hui, la Belgique est dans le top 3 de la puissance installée par habitant, derrière l'Allemagne et l'Italie. Cela a donc porté ses fruits, même si la stratégie était sans doute mieux pensée en Allemagne, avec la volonté d'éviter une dépendance énergétique vis-à-vis du gaz russe, et des entreprises actives sur toute la chaîne de valeur.

Malgré cette baisse des subsides, vous croyez que les investissements dans le photovoltaïque vont reprendre?

Oui. Tout ce trouble médiatique a entraîné une perception négative autour de ce produit, mais il s'agit d'une réaction superficielle. Aujourd'hui, la Belgique totalise plus de 2.500 MW installés, qui produisent déjà 3% de la consommation du pays. Je pense que dans 30 ans, on arrivera à 10 ou 20%.

Et comment va-t-on gérer l'intermittence de cette source d'électricité?

Cela implique une adaptation de l'industrie et de notre manière de vivre. Si l'électricité est beaucoup moins chère entre 11 heures et 14 heures, parce que le vent et le soleil sont présents, les industriels vont s'adapter. Plutôt que de subsidier de nouvelles centrales au gaz qui ne tourneront peut-être que 2.000 heures par an, comme le projette le secrétaire d'État à l'Énergie Melchior Wathelet, il est beaucoup plus efficace d'agir sur la demande. Et cela commence d'ailleurs à bouger dans ce domaine, avec des initiatives comme celle de la start-up REstore, même si c'est pour l'instant pour des volumes limités.

Une autre partie de la solution viendra du stockage temporaire de l'énergie, une accumulation qui peut se faire par exemple dans des batteries chez les particuliers, ce qui est subventionné en Allemagne.

Même si les aides ont baissé, ne continuons-nous pas à consacrer trop de moyens au soutien du renouvelable?

Aujourd'hui, l'électricité photovoltaïque est rentable, même sans subsides. Si vous prenez le coût actualisé sur toute la durée de vie de l'installation, l'électricité photovoltaïque coûte aujourd'hui 13 à 14 cents par kWh, alors qu'un particulier paie son kWh électrique 21 cents. En analysant cela, je suis sûr que le marché des particuliers va reprendre, après cette période de turbulences. Pour un gros consommateur industriel, qui paie peut-être son électricité 9 ou 10 cents par kWh, on n'est pas encore à la parité réseau. Mais si les projets ne se font plus sur les toits existants, dans le cas de nouvelles constructions, il paraît logique à la fois aux particuliers et aux entreprises de s'équiper de panneaux photovoltaïques. Nous allons construire du photovoltaïque sur la nouvelle prison de Beveren. Du photovoltaïque est prévu sur les autres prisons en construction en Belgique. Et des sociétés comme Befimmo ou Cofinimmo incluent des panneaux dans tous leurs grands projets.

La logique de ce marché a très fortement évolué. Avant, le photovoltaïque était considéré comme un investissement financier lucratif. Il devient un élément d'une approche énergétique durable. C'est beaucoup plus sain et plus solide, même s'il est du coup moins important. Et il y a aussi la place pour du crowdfunding (NDLR, financement participatif) ou d'autres formules innovantes, avec le soutien des pouvoirs publics. Un exemple? Les toits de la STIB, à Bruxelles, représentent d'énormes surfaces. Pourquoi ne pas y placer des panneaux, en donnant la chance à tous les Bruxellois d'y investir, par exemple, 250 euros minimum, et 2.500 euros maximum? L'énergie photovoltaïque a un futur, mais il faut maintenant écrire une autre page de l'histoire, avec des fondements beaucoup plus robustes.